

REGLEMENT D'EAU pour les ENTREPRISES AUTORISEES

(Application de la loi modifiée du 16 octobre 1919
relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique)

PROCES-VERBAL DE NOTIFICATION D'UN ARRETE PREFECTORAL

Nous, Jean-Marie Godoy, Maire du Gya (Mère)

certifions avoir notifié aujourd'hui 28 février 1984
à M. ^{Rayard} ~~Boaglieri~~ ^{de Gya (Mère)}
demeurant à ^{de Gya (Mère)}
un arrêté en date du 10 février 1984

par lequel M. le Préfet, Commissaire de la République du Département
de l'Isère autorise M. ^{Boaglieri} ~~Boaglieri~~ à disposer de l'énergie du cours
d'eau du Rhyant pour les entreprises titrées sur la Commune
du Gya

En foi de quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal en double
exemplaire, dont l'un a été remis à l'intéressé et l'autre transmis à
M. le Préfet, Commissaire de la République du Département de l'Isère
1ère Direction - 5ème Bureau

Date 28 février 1984

(Signature du destinataire) :

Signature du Responsable
e la notification)

de Mairie



Rappeler dans votre réponse les indications
ci-dessus et faire figurer obligatoirement
sur l'enveloppe l'adresse postale suivante

PREFECTURE DE L'ISÈRE
BOITE POSTALE 1046
38021 GRENOBLE CEDEX

Police des Eaux

Le Préfet, Commissaire de la République
du Département de l'Isère
Officier de la Légion d'Honneur,

VU le Code Rural, Livre Ier, Titre II, Titre III et Livre III,

VU la Loi modifiée du 16 Octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie
hydraulique,

VU le Décret 81-375 du 15 Avril 1981 concernant la forme et la procédure d'instruction
des demandes d'autorisation d'usines hydrauliques,

VU le Décret 81-375 du 15 Avril 1981 relatif à l'utilisation de l'énergie hydraulique
et approuvant le modèle de règlement d'eau pour les entreprises autorisées sur les
cours d'eau,

VU l'arrêté préfectoral portant règlement de police sur les cours d'eau non domaniaux
en date du 1er Octobre 1906 inséré au recueil des Actes Administratifs du 15 Novembre
1906,

VU la pétition en date du 3 Mars 1982 par laquelle Monsieur Lazare BOGLIOLI demande
l'autorisation de disposer de l'énergie de la rivière pour la mise en jeu d'une
entreprise dans la commune de LE GUA et destinée à la production de courant électrique

VU les résultats de l'enquête hydraulique qui s'est déroulée du 25 Avril au 9 Mai 1982
VU les propositions de la Direction Départementale de l'Agriculture chargée de la
Police des Eaux,

VU l'avis de la Commission Départementale des Sites et de l'Environnement du
26 Septembre 1983,

VU l'avis du Conseil Général du département de l'ISÈRE en date du 16 Septembre 1983,

A R R Ê T É

ARTICLE I - AUTORISATION DE DISPOSER DE L'ENERGIE

Monsieur Lazare BOGLIOLI est autorisé dans les conditions du présent règlement,
et pour une durée de 40 ans, à disposer de l'énergie du cours d'eau du BRUANT pour la
mise en jeu d'une entreprise située sur le territoire de la commune de LE GUA (Isère)
et destinée à la production de courant électrique.

ARRÊTÉ n° 84-477

La puissance maximum brute de l'entreprise est fixée à 150 KW.

ARTICLE II - SECTION AMENAGEE

Les eaux seront dérivées au moyen d'une prise pratiquée à la cote NGF 750 m. Elles seront restituées à la rivière à 565 m (cote NGF). La hauteur de chute sera d'environ 185 m en eaux moyennes.

ARTICLE III - CARACTERISTIQUES DE LA PRISE D'EAU

Le niveau de la retenue est fixé comme suit :

- niveau normal d'exploitation : 750 m cote NGF
- niveau des plus hautes eaux : 750 m cote NGF

Le débit maximum prélevé sera de 0,1 m³/sec.

L'ouvrage de prise sera constitué comme suit : d'une grille déversée.

Le débit maintenu dans la rivière, immédiatement en aval de la prise d'eau (débit réservé), ne devra pas être inférieur à 30 l/s ou au débit naturel du cours d'eau en amont de la prise si celui-ci est inférieur à ce chiffre.

Les valeurs retenues pour le débit prélevé et le débit réservé seront affichées à proximité immédiate de la prise d'eau et de l'usine, de façon permanente et lisible pour tous les usagers du cours d'eau.

ARTICLE IV - CARACTERISTIQUES DU BARRAGE

Article sans objet les eaux étant dérivées au moyen d'une prise et non d'un barrage.

ARTICLE V - EVACUATEUR DE CRUES, DEVERSOIR ET VANNES, DISPOSITIF DE MESURE DE DEBIT RESERVE

Le déversoir sera constitué par une grille déversée qui aura une longueur minimale de 3 m. Sa crête sera arasée à la cote 750 m NGF. Une échelle limnimétrique rattachée au niveau NGF, sera scellée à proximité du déversoir.

La vanne de décharge sera constituée par un panneau métallique mobile verticalement entre deux glissières fonte. Elle présentera une section de 0,25 m² en position d'ouverture maximale. Son seuil sera établi à la cote 749 m NGF. Les vannes seront disposées de manière à pouvoir être facilement manoeuvrées en tout temps.

La vanne de fond ou de vidange sera constituée par un panneau métallique mobile verticalement entre deux glissières fonte.

Le dispositif de prise du débit maintenu dans la rivière (débit réservé) et de mesure de ce débit sera constitué comme suit : une échancre en maçonnerie située en bordure de la grille déversée permettra au débit réservé de s'écouler prioritairement. Cette échancre formera seul qui sera équipé d'un repère permettant le contrôle du débit réservé.

ARTICLE VI - CANAUX DE DECHARGE ET DE FUIE

Les canaux de décharge et de fuite seront disposés de manière à écouler facilement toutes les eaux que les ouvrages placés à l'amont peuvent débiter et à ne provoquer aucune érosion, non seulement à l'aval des ouvrages, mais également à l'amont.

ARTICLE VII - MESURES DE SAUVEGARDE

L'usage des eaux et leur transmission en aval devront se faire de manière à ne pas compromettre la salubrité publique, l'alimentation des personnes et des animaux, la navigation, la satisfaction des besoins domestiques, les installations agricoles et industrielles, le maintien des équilibres biologiques, la qualité des sites et paysages, la pratique des loisirs et des sports, le rétablissement du libre écoulement des eaux et, d'une façon générale, la bonne utilisation des eaux, d'une part, et, d'autre part, la conservation, la reproduction et la libre circulation du poisson.

Indépendamment de la réglementation générale, notamment en matière de Police des Eaux, le permisssionnaire sera tenu en particulier de se conformer aux dispositions ci-après : néant.

Dispositions relatives à la conservation, la reproduction et la libre circulation du poisson : le permisssionnaire établira et entretiendra des dispositifs destinés à assurer la libre circulation du poisson et à éviter sa pénétration dans les canaux d'amènée et de fuite. Les emplacements et les caractéristiques de ces dispositifs seront les suivants : la grille déversée sera constituée par des barreaux ayant un écartement qui ne sera pas supérieur à 10 mm.

Pour compenser les difficultés que la présence et l'exploitation des ouvrages apportera aux migrations du poisson et le dépoulement qui peut en être la conséquence, le permisssionnaire fournira chaque année, aux époques et aux points indiqués par le service chargé de la pêche, des alevins dont les espèces, la taille et les quantités seront également indiquées par ce service, sans toutefois que la dépense correspondant à cette fourniture puisse dépasser la valeur de 10 000 alevins à résorption de vésicule.

Le permisssionnaire aura la faculté de se libérer de l'obligation de repoulement résultant du paragraphe ci-dessus par le versement annuel à titre de fonds de concours au Trésor Public d'une somme égale au montant mentionné au paragraphe précédent. Le montant de cette somme sera révisé lors de la publication de chaque décision ministérielle fixant une nouvelle valeur de cession des alevins de repoulement pris dans les établissements de pisciculture, sur la base de cette nouvelle valeur.

ARTICLE VIII - REPERE

Il sera posé aux frais du permissionnaire, en un point qui sera désigné par le service chargé de la Police des Eaux, un repère définitif et invariable rattaché au nivellement général de la FRANCE et associé à une échelle limnimétrique scellée à proximité.

Cette échelle, dont le zéro indiquera le niveau normal d'exploitation, devra toujours rester accessible aux agents de l'administration qui ont qualité pour vérifier la hauteur des eaux. Elle demeurera visible aux tiers. Le permissionnaire sera responsable de sa conservation.

ARTICLE IX - MANOEUVRE DES VANNES DE DECHARGE ET AUTRES OUVRAGES

En dehors des périodes de crues et dans toute la mesure du possible durant des périodes, la gestion des ouvrages sera conduite de telle manière que le niveau ne dépasse pas le niveau normal d'exploitation. Le permissionnaire sera tenu dans ce but de manoeuvrer, en temps opportun, les ouvrages de décharge.

En aucun cas, le niveau de la retenue ne devra dépasser le niveau des plus hautes eaux.

Le permissionnaire devra, de la même façon, manoeuvrer les ouvrages prévus aux articles III et V pour que les conditions relatives à la dérivation et à la transmission des eaux soient respectées.

Dès que les eaux s'abaisseront dans le bief au-dessous du niveau normal de la navigation ou que le permissionnaire sera tenu d'interrompre le fonctionnement de la prise d'eau, il sera responsable de l'abaissement des eaux tant que les orifices de prise ne seront pas clos hermétiquement.

S'il y a lieu, le service chargé de la Police des Eaux réglera de fuite le débit nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans la limite d'un débit égal à celui qui arrive à la prise d'eau.

En cas de négligence du permissionnaire ou de son refus d'exécuter les manoeuvres prévues au présent article en temps utile, il pourra être pourvu d'office à ses frais, soit par le Maire de la commune, soit par les agents du service chargé de la Police des Eaux, sans préjudice dans tous les cas des dispositions pénales encourues, et de toute action civile qui pourrait lui être intentée à raison des pertes et des dommages résultant de son refus ou de sa négligence.

Le cas échéant, le service chargé de la Police des Eaux réglera les chasses et les vidanges de la retenue.

ARTICLE X - ENTRETIEN DE LA RETENUE ET DU LIT DU COURS D'EAU

Toutes les fois que la nécessité en sera reconnue et qu'il en sera requis par le Préfet, le permissionnaire sera tenu d'effectuer le curage de la retenue dans toutes la longueur du remous ainsi que celle du cours d'eau entre la prise et la restitution, sauf l'application des anciens règlements ou usages locaux et sauf le concours qui pourrait être réclamé des riverains et autres intéressés suivant l'intérêt que ceux-ci auraient à l'exécution de ce travail.

Lorsque la retenue ou les cours d'eau ne seront pas la propriété exclusive du permissionnaire, les riverains, s'ils le jugent préférable, pourront d'ailleurs opérer le curage eux-mêmes et à leurs frais, chacun au droit de soi et dans la moitié du lit du cours d'eau.

Toutes dispositions devront en outre être prises par le permissionnaire pour que le lit du cours d'eau soit conservé dans son état, sa profondeur et sa largeur naturelles.

ARTICLE XI - OBSERVATION DES REGLEMENTS

Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police, le mode de distribution et le partage des eaux.

ARTICLE XII - OBSERVATIONS DES REGLEMENTS

Tous les ouvrages doivent être constamment entretenus en bon état par les soins et aux frais du permissionnaire.

ARTICLE XIII - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait sans préjudice de l'application des dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant des dispositions du présent article, ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien et leur exploitation.

ARTICLE XIV - EXECUTION DES TRAVAUX - RECOLEMENT - CONTROLES

Les ouvrages seront exécutés avec le plus grand soin en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire, modifié après l'instruction préalable à la prise du présent arrêté.

Faute par le permissionnaire de se conformer dans les délais fixés aux dispositions prescrites, sans préjudice des dispositions prévues à l'article 1er de la Loi modifiée du 16 octobre 1919, l'administration peut, suivant les circonstances et après mise en demeure, prononcer le

ARTICLE XVII - MISE EN CHOMAGE - RETRAIT DE L'AUTORISATION - CESSATION DE L'EXPLOITATION - RENONCIATION A L'AUTORISATION

Le permissionnaire doit, s'il change l'objet principal de l'utilisation de l'énergie, en aviser le Préfet.
Tout projet de cession totale ou partielle de la présente autorisation, toute demande de changement de permissionnaire doivent être notifiés au Préfet qui, dans les deux mois de cette notification, devra en donner acte ou signifier son refus motivé.

ARTICLE XVI - CESSION DE L'AUTORISATION - CHANGEMENT DANS LA DESTINATION DE L'USINE

Le permissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque, si à quelque époque que ce soit, l'Administration reconnaît nécessaire de prendre, dans l'intérêt de la défense nationale, de la navigation, de la sécurité et de la salubrité publique, et notamment pour l'alimentation en eau de centres habités, de la police et de la réparation des eaux, ainsi que pour prévenir, faire cesser les inondations ou préserver l'environnement, des mesures qui le privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des avantages résultant du présent règlement.

ARTICLE XV - CLAUSES DE PRECARITE

A toute époque, le permissionnaire est tenu de donner aux ingénieurs et agents chargés de la Police des Eaux ou de l'électricité et de la pêche accès aux ouvrages, à l'usine et à ses dépendances, sauf dans les parties servant à l'habitation de l'usiner ou de son personnel. Sur les réquisitions des fonctionnaires du contrôle, il devra les mettre à même de procéder à ses frais à toutes les mesures et vérifications utiles pour constater l'exécution du présent règlement.
Lors du récolement des travaux, procès-verbal en est dressé et notifié au permissionnaire.

Les travaux devront être terminés dans un délai d'un an à dater de la notification du présent arrêté. A l'expiration de ce délai, le service chargé de la Police des Eaux fait connaître au permissionnaire la date de la visite de récolement des travaux et lui indique les mesures complémentaires qu'il y a lieu de prendre avant mise en service de l'ouvrage.
Les agents du service chargé de la Police des Eaux et ceux du service chargé de l'électricité, ainsi que les fonctionnaires et agents habilités pour constater les infractions en matière de Police des Eaux, auront en permanence libre accès aux chantiers des travaux et aux ouvrages en exploitation.